

Dictée du 26 mai 2014.

Le Pèlerin de la paix (texte en hommage à Jean Jaurès)

Dans la ville industrielle qui, en 1893, élut député cet homme éminent que fut Jean Jaurès, de vieilles gens se sont laissé (1) interviewer. On comprend, à les écouter, que les mineurs et les verriers pouvaient alors avec raison se plaindre que leurs droits fussent(2) mal respectés. Fallait-il vraiment, demandaient-ils, que nous continuions (2) à supporter la condition inhumaine qui était la nôtre ? Fallait-il que nous nous astreignions (2) aux travaux les plus pénibles pour un salaire insuffisant, sans la garantie de l'emploi, et que nous soyons (2) forcés d'assumer seuls les risques et les handicaps de la maladie, des accidents, de la vieillesse ?

Jean Jaurès entreprit de défendre ces revendications. On l'entendit parler passionnément à la Chambre (nom de l'Assemblée nationale), on le vit manifester dans les rues. Concurremment, il œuvrait pour que s'éloigne le spectre de la guerre : on a pu l'appeler le Pèlerin de la paix. Hélas ! ses nombreux discours, en Europe et jusqu'en Amérique, ses apostrophes enflammées et ses démonstrations vigoureuses ne convainquirent pas assez, si l'on songe aux quatre années de destructions sanglantes qui suivirent sa mort. On le taxa de traître envers son pays, parce qu'il refusait la guerre, et ce fut cette accusation qui déclencha le geste irresponsable de son assassin, le 31 juillet 1914.

Jaurès fut-il un utopiste, un irréaliste ? La vérité est tout (=tout à fait → adverbe) autre. Attendu la situation internationale, les hostilités sans doute étaient inévitables. Mais quoi qu'on (3) ait (2) pu dire, l'action de ce juste n'est pas demeurée vaine. Le défenseur de la paix reçut l'hommage des plus hautes autorités de son pays. Plus d'un adversaire politique, plus d'un ennemi irréductible même s'inclinent (sujet = plus d'un X2) devant la générosité, l'énergie, le talent aussi de cet homme de grande culture, de cet orateur exceptionnel : il est des demi-admirations qui valent les plus beaux panégyriques. Après la guerre, la France eut à son égard un geste de réparation éclatant. On regarde avec émotion, sur les photographies du 23 novembre 1924, les longues files de mineurs dans le cortège qui convoyait (qui = cortège) au Panthéon la dépouille du grand homme. Quant à la hargne de ses détracteurs, on ne l'excuserait plus volontiers aujourd'hui. A condition que l'on convienne (2) qu'une certaine rhétorique enflle parfois ses propos, on doit tenir pour dignes de mémoire les exhortations de ce prophète des temps modernes, dont un écrivain illustre a pu dire : « De toutes les facultés que lui accorda la nature, celle d'aimer est peut-être celle qu'il a exercée (cod avant → accord) le plus complètement ». [phrase d'Anatole France. Cf page suivante]

Blog de René Merle : Anatole France et Jaurès.

- René Merle, agrégé d'histoire, docteur ès lettres, chroniqueur et romancier - Ce blog présente le fruit d'un travail personnel de recherche et de documentation sur la culture d'Oc, l'écriture du franco-provençal, l'histoire du mouvement républicain et du mouvement ouvrier. On y trouvera aussi des réflexions concernant l'actualité sociale et politique. Il propose également un reflet d'une écriture personnelle de fiction (romans, nouvelles, poésie).

Pendant longtemps, Jaurès a soutenu que l'humanité était peut-être au seuil de la paix universelle : la diffusion de la démocratie, la victoire de la raison sur l'irrationnel, l'internationalisme prolétarien pouvaient faire reculer la guerre à jamais ; d'autant que la multiplication d'armements terrifiants devrait suffire à persuader les gouvernants qu'un conflit serait un suicide collectif (discours à la Jeunesse, 1903). Il ne sous-estimait pas pour autant la nature même du système capitaliste et le danger des impérialismes affrontés. Cf. sa déclaration à la Chambre des députés, en 1895, que l'on a souvent résumée dans la formule "Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage" :

"Tandis que tous les peuples et tous les gouvernements veulent la paix, malgré tous les congrès de la philanthropie internationale, la guerre peut naître toujours d'un hasard toujours possible... Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme une nuée dormante porte l'orage. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Messieurs, il n'y a qu'un moyen d'abolir la guerre entre les peuples, c'est abolir la guerre économique, le désordre de la société présente, c'est de substituer à la lutte universelle pour la vie — qui aboutit à la lutte universelle sur les champs de bataille — un régime de concorde sociale et d'unité. Et voilà pourquoi si vous regardez non aux intentions qui sont toujours vaines, mais à l'efficacité des principes et à la réalité des conséquences, logiquement, profondément, le Parti socialiste est, dans le monde, aujourd'hui, le seul parti de la paix."

On sait ce qu'il en advint, et comment Jaurès finit sous les balles d'un ultranationaliste, à la veille du déclenchement du conflit.

Emprisonné sans jugement pendant la durée de la guerre, l'assassin était enfin jugé en avril 1919. Voici ce qu'écrivit alors Anatole France [1844], dans *L'Humanité journal socialiste*, 26 mars 1919. **[Jusqu'en 1916, France avait cédé aux sirènes de l'Union sacrée, et au chauvinisme, avant de rejoindre les pacifistes]**

JAURÈS

Je l'ai vu souvent de près. [les deux hommes étaient amis] Ce grand homme se montrait dans l'intimité simple et cordial, il était la douceur et la bonté même.

De toutes les facultés que lui accorda la nature, celle d'aimer est peut-être celle qu'il a exercée le plus complètement. J'ai entendu cette grande voix qui emplissait le monde de ses éclats magnifiques et terribles, se faire, pour un ami, cordiale et caressante.

Son savoir, sûr et profond, s'étendait, au-delà du large cercle des questions sociales, sur toutes les choses de l'esprit. Quelques semaines avant la guerre, l'allant voir dans sa maison de Passy, si modeste et si glorieuse, je le trouvai lisant dans le texte une tragédie d'Euripide. Son esprit immense se délassait de l'étude par l'étude et se reposait d'une tâche par une autre. Dans la sérénité d'une conscience pure, poursuivi par d'effroyables haines, en butte à des calomnies homicides, il ne haïssait personne. Il ignorait ses ennemis.

Ces haines, dont les peuples payent communément leurs plus fidèles serviteurs, leurs meilleurs amis et leurs plus sages conseillers, ne s'éteignent pas tout de suite après la mort des grands hommes qu'elles poursuivaient parce que les grands hommes ne meurent pas tout entiers et qu'ils laissent après eux leur pensée vivante et féconde en butte aux factions.

C'est bien en vain que l'erreur et la haine tenteront d'obscurcir l'éclatant patriotisme de Jaurès. Quoi ! l'amour de la patrie et l'amour de l'humanité ne peuvent-ils brûler dans un même cœur ? Ils le peuvent ; ils le doivent. Je dirai mieux : si l'on n'aime pas l'humanité on ne saurait aimer vraiment sa patrie qui en est un membre qu'on n'en peut détacher sans e faire saigner, souffrir et mourir.

Jaurès aimait la France. Il la voulait juste, pacifique et forte. La sécurité de son pays fut une des plus constantes et des plus fortes préoccupations de son grand esprit. Il élabora avec une rare puissance un projet de milices qui mettait une immense et vigoureuse armée au service de l'autonomie nationale. Le génie est prophétique et ce grand homme lut dans l'avenir quand il préconisa l'organisation de la nation armée.

Le service de trois ans, qui prévalut, ne nous épargna pas l'invasion. La nation armée nous a sauvés.

La guerre, il la redoutait pour son pays et pour l'humanité. Il ne la craignait ni pour la fortune de son parti, ni pour le succès de ses idées. Il prévoyait, à la vérité, que la France victorieuse payerait de sa liberté le triomphe de ses armes ; mais il savait aussi que cette rançon ne lui serait pas demandée longtemps et que la révolution, éclatant d'abord chez les vaincus [de fait, après la Russie au bord de la catastrophe militaire, l'Allemagne et la Hongrie, au lendemain de la défaite], porterait bientôt l'incendie chez les vainqueurs [en ce printemps 1919 éclatent les mutineries des soldats et marins français refusant de combattre la révolution russe et réclamant leur démobilisation]. Il savait que cette guerre ne serait pas jeu de princes, comme celles d'un Louis XIV et d'un Frédéric, ou grande aventure, comme les conquêtes d'un Napoléon ; qu'elle ne consisterait pas seulement en ces chocs d'armée qui, foulant les moissons, laissaient intacts les fondements des États, mais que, née de rivalités industrielles inouïes jusqu'à ce jour, et les peuples entiers y étant jetés, elle serait sociale et qu'à l'effort presque universel des combattants succéderait l'effort universel des travailleurs.

L'événement lui donne raison et personne, à cette heure, n'est assez insensé pour croire que les flots humains soulevés par une si violente tempête rentreront tranquillement dans leur lit et reprendront leur cours antique. Non ! non ! la terre est trop profondément troublée ; trop de vallées se sont creusées, abîmant les hauts plateaux ; trop de montagnes se sont élevées, pour que les générations nouvelles s'écoulent sans trouble sur les pentes où croulèrent les anciennes. Quoi ! les conditions économiques des nations sont bouleversées de fond en comble, leurs richesses dilapidées ; la fureur impérialiste et capitaliste a tout dévasté chez les vainqueurs comme chez les vaincus, et vous voulez que le travail se soumette aux mêmes lois qui l'assujettissaient dans le vieux monde devenu en quatre ans de guerre un chaos monstrueux et une ruine irréparable ! [Anatole France se fait ici l'écho des débats qui partageaient les socialistes français sur l'appréciation de la situation, que d'aucuns jugeaient pré-révolutionnaire en France même] Jaurès le savait bien que la guerre des peuples mûrirait le socialisme, affranchirait le prolétariat devenu soldat et connaissant en même temps sa propre force et la folie de ses maîtres.

Jaurès savait bien que le jour où les peuples se pénétreraient les uns les autres par le fer et le feu, ils livreraient enfin passage à travers ces voies sanglantes à l'internationalisme pacifique.

Quelques sages ont pu prévoir cet effort [effet ?] surprenant qu'une guerre de rivalités économiques préparerait la charte du travail universel. Oui, Jaurès le savait bien que la guerre travaillerait pour son parti. Mais il ne voulait pas acheter à ce prix le progrès de ses idées les plus chères.

Cette destinée lui est échue que son âme, belle comme la paix, expire avec elle.

Qu'elle renaisse en nous, plus éclatante que jamais, avec la paix renaissante et que sa pensée lumineuse nous montre le chemin.

Ne demandons pas qu'il soit vengé. [le texte, rappelons-le, est écrit pendant le procès de l'assassin] La vengeance ne fut jamais dans ses vœux. Ne lui rendons pas de vains honneurs qu'il eût repoussé de toutes les forces de sa grande âme ; mais efforçons-nous d'être, à son exemple, humains et généreux.

Pour moi qui ai la douleur de lui survivre, parvenu au terme de ma vie [France a encore cinq ans à vivre], je veux qu'à son exemple, mes dernières paroles soient des paroles de justice et d'amour.

Anatole FRANCE

Dans le climat nationaliste du lendemain de guerre, l'assassin fut honteusement acquitté, et la famille Jaurès condamnée aux dépens !

Jean Jaurès (1859-1914)

Jean Jaurès est issu d'une famille de **modeste bourgeoisie française** de province, avec quelques brillantes carrières (deux cousins amiraux dont l'un deviendra ministre de la marine en 1888). Il est le neveu de l'amiral et sénateur Benjamin Jaurès.

Le père de Jean, Jules Jaurès, est un petit paysan ; son épouse Adélaïde Barbaza, élève avec beaucoup de conscience leurs deux enfants : Jean, l'aîné, et Louis qui deviendra amiral et député républicain-socialiste.

Brillant élève, Jean bénéficie des chances de promotion sociale qu'offre la République, il fait ses études au lycée Louis-le-Grand. En 1878, il est reçu premier à l'**École normale supérieure de la rue d'Ulm**, puis troisième à l'**agrégation de philosophie en 1881**.

L'enseignement

Jaurès enseigne tout d'abord au lycée d'Albi, puis rejoint Toulouse en 1882 pour exercer comme maître de conférences à la faculté des Lettres. Il donne également un cours de psychologie au lycée de jeunes filles de cette même ville.

L'entrée dans la politique

Il ne conçoit pas alors d'autre rassemblement que celui des républicains. Tenté par la carrière politique, il est élu député républicain à Castres, le 4 octobre 1885, obtenant, parmi 6 candidats en lice, 48 067 voix sur 93 932 votants (51%). Non inscrit, il siège au centre gauche et soutient le plus souvent Jules Ferry, même si son *grand homme* demeure Gambetta. Ses propositions de réforme sociales sont remarquées et lui valent les félicitations de la revue socialiste.

C'est sa défaite à ces mêmes élections quatre ans plus tard qui le conduit à se présenter à Toulouse, cette fois-ci sous la bannière socialiste, et sur la liste municipale.

Des « républicains modérés » au Parti socialiste

Jaurès n'a pas toujours été socialiste et marxiste. Quand la République s'installe pour de bon, après une décennie de tergiversations au sujet du régime (en 1870 le Second Empire s'effondre, la République est proclamée mais les monarchistes, divisés, dominent à la Chambre des députés), Jaurès n'a que vingt ans.

Il s'engage en politique en 1885, devenant député du Tarn à 25 ans. Il est alors le fils spirituel de Jules Ferry et siège parmi les républicains socialement modérés. Il trouve alors les radicaux de Clemenceau trop agités et les socialistes violents et dangereux pour l'ordre républicain en construction. Il ne s'en intéresse pas moins au sort de la classe ouvrière et met son éloquence devenue mythique au service des premières lois sociales du régime (liberté syndicale, protection des délégués, création des caisses de retraite ouvrière...).

Fils de 1789, il croit cependant au réformisme institutionnel et républicain, à l'alliance des ouvriers et de la bourgeoisie laborieuse pour le triomphe de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

En 1889 les Républicains gagnent les législatives mais lui, ce républicain qui prône le contrôle de l'État sur les entreprises, est battu dans la circonscription de Carmaux (Tarn), par le marquis de Solages, président des mines. Battu, Jaurès reprend son enseignement à la faculté de Toulouse. Il est reçu docteur en philosophie en 1892 avec sa thèse principale *De la réalité du monde sensible* et sa thèse secondaire en latin, *Des origines du socialisme allemand chez Luther, Kant, Fichte, et Hegel*.

Il continue également son activité politique. Il se présente aux municipales (1890). Depuis 1887, il collabore à la radicale *Dépêche*, et il devient conseiller municipal, puis maire adjoint à l'instruction publique de Toulouse (1890-1893). Son expérience, sa connaissance des milieux ouvriers et des militants socialistes, ses travaux et ses recherches l'orientent vers le socialisme. Cette évolution s'achève avec la grève des mineurs de Carmaux.

La grande grève de Carmaux

Circonstances de la grève :

Jaurès est à l'écart de la vie politique nationale quand, en 1892, éclate la grande grève des mines de Carmaux.

La compagnie des mines, dirigée par le baron Reille, l'homme fort de la droite tarnaise, et son gendre le marquis Ludovic de Solages, député de la circonscription, venait de licencier un de ses ouvriers, Jean Baptiste Calvignac, leader syndical et socialiste, ouvrier mineur, nouveau maire de Carmaux depuis le 15 mai 1892, pour s'être absenté à plusieurs reprises afin de remplir ses obligations d'élu municipal. C'était remettre en cause le suffrage universel et les droits réels de la classe ouvrière à s'exprimer en politique.

Les ouvriers se mettent en grève pour défendre ce maire dont ils sont fiers. La République envoie l'armée, 1500 soldats, au nom de la « liberté du travail ». La République semble prendre le parti du patronat monarchiste contre les grévistes. En France, on est en plein scandale de Panamá.

Député de Carmaux : élection de Jean Jaurès

Dans ses articles à la *Dépêche*, Jaurès soutient cette grève. Jaurès ne supporte plus cette République aux mains de députés et ministres capitalistes pour qui la finance et l'industrie priment sur le respect des personnes : Carmaux et la mine sont le tremplin politique qu'il cherchait. Il fait l'apprentissage de la lutte des classes et du socialisme. Arrivé intellectuel bourgeois, républicain social, il sort de la grève de Carmaux acquis au socialisme.

Sous la pression de la grève et de Jaurès, le gouvernement arbitre le différent Solages-Calvignac au profit de Calvignac. Solages démissionne de son siège de député. Jaurès est tout

naturellement désigné par les ouvriers du bassin pour les représenter à la Chambre : désormais, c'est un col blanc, et non plus le mineur Calvignac, qui est leur leader.

Les ouvriers de Carmaux demandent alors à Jaurès d'être leur candidat à l'élection partielle. Jaurès est élu le 8 janvier 1893 comme socialiste indépendant malgré les votes ruraux de la circonscription qui ne veulent pas des « *partageux* »

Jaurès se lance alors dans l'incessante et résolue défense des ouvriers en lutte. À Albi, il est à l'origine de la fameuse *Verrerie ouvrière*. Dans le Languedoc viticole, il visite les « vigneron libres de Maraussan » qui créent la première cave coopérative.

L'affaire Dreyfus

Au début de l'affaire Dreyfus, Jaurès ne prend pas clairement position.. Cependant, à la suite de la pression populaire et politique, et aussi grâce à l'engouement de la jeune promotion normalienne et en particulier Lucien Herr, convaincu par les militants, par le *J'accuse* de Zola, il s'engage avec passion.

Jaurès et les socialistes se mettent à défendre Alfred Dreyfus sans ambages. C'est avec l'affaire Dreyfus que Jaurès rentre pleinement dans l'histoire. **L'affaire met en jeu non seulement une injustice individuelle, mais le respect de l'humanité elle-même.** Elle pose le problème du mensonge et de l'arbitraire des grandes institutions, notamment de l'armée qui entend avoir une "justice" séparée. En outre, les droites catholique et nationaliste instrumentalisent l'affaire en vue de renverser la République.

Il s'oppose alors aux marxistes orthodoxes, dont le meneur, Jules Guesde, pour qui Dreyfus est un officier bourgeois et donc sa défense ne serait pas prioritaire (le souvenir de la répression sanglante de la Commune de Paris, et d'autres révoltes ouvrières, est pour beaucoup dans la défiance des militants ouvriers envers la cause d'un officier). **Mais pour Jaurès, l'accablement de malheurs et d'injustices dont Dreyfus est victime gomme les différences de classe.** Dreyfus n'est plus un privilégié ou un exploiteur : il est un homme qui souffre injustement.

La République

Battu aux élections de 1898 (l'installation de la Verrerie Ouvrière à Albi et son ardente défense de Dreyfus ont provoqué sa défaite), Jaurès devient directeur de *La petite république*. C'est dans les colonnes de ce journal qu'il publie *Les preuves relatives à l'affaire Dreyfus*. Il dirige une *Histoire socialiste de la France contemporaine* (Éditions Rouff) pour laquelle il rédige les volumes consacrés à la Révolution française (1901-1903).

Jaurès a pris conscience des résistances de la société capitaliste et des dangers révélés par la montée du nationalisme et de l'antisémitisme. La défense de la république devient son objectif primordial : il soutient donc le gouvernement Waldeck Rousseau, qui associe à son action, pour la

première fois, dans l'histoire de la République, le socialiste Alexandre Millerand, nommé au commerce et à l'industrie.

Jaurès et son Parti socialiste français s'engagent nettement en faveur du bloc des gauches et du gouvernement Combes (1902-1905) qui prépare le vote de la séparation des Églises et de l'État (décembre 1905). Cependant, les réformes sociales attendues marquent le pas. Le dynamisme du bloc s'épuise. Jaurès, vice-président de la chambre en 1902, n'est pas réélu à cette fonction en 1904.

L'Humanité

Jaurès réélu député du Tarn en 1902, fonde le quotidien *L'Humanité* en 1904. Il infléchit ses choix stratégiques et donne la priorité à l'unité socialiste. Celle-ci, sous pression de l'Internationale, se réalise au Congrès du Globe (avril 1905) avec la création de la SFIO, unifiant les différentes sensibilités socialistes de France.

Unité fragile : Jaurès est critiqué, mais il parvient souvent à convaincre ses camarades. Dirigeant politique important, il engage le dialogue avec les syndicalistes révolutionnaires de la CGT et lutte contre l'expédition coloniale au Maroc.

Même s'il reconnaît la lutte des classes, pour Jaurès, l'humanité ne fait qu'une et l'homme de gauche doit s'impliquer dans la République pour une révolution démocratique et non violente. En 1904, le congrès de la deuxième Internationale lui préfère les idées de Jules Guesde mais les élections indiquent une faveur contraire: 31 députés à Jaurès et 12 à Guesde.

Les langues régionales

C'est au cours d'un voyage à Lisbonne en 1911 que Jaurès acquiert la conviction que les langues régionales doivent être enseignées dans les écoles. S'il a toujours parlé occitan et suivi le mouvement littéraire en langue d'oc, notamment en écrivant des critiques dans la *Dépêche* sous le pseudonyme du *Liseur*, il n'avait jamais pris position en faveur de son enseignement.

Il le fait dans deux articles[1] où il propose de s'appuyer sur les connaissances linguistiques des enfants occitans, basques et bretons pour comparer les langues régionales au français et ainsi développer leur jugement, leur raisonnement. Il insiste aussi sur la facilité à appréhender les autres langues romanes lorsque l'on maîtrise le français et l'occitan.

Le pacifisme

Jaurès qui a depuis longtemps une dimension internationale va, les dix dernières années de sa vie, lutter contre la guerre. Il est obsédé par les menaces contre la paix, surtout pendant les guerres balkaniques en 1912-1913. Il a rédigé en 1910 une importante proposition de loi consacrée à l'armée nouvelle dans laquelle il préconise une organisation de la *Défense nationale* fondée sur la préparation militaire de l'ensemble de la Nation. Il mène une vigoureuse campagne contre la loi des Trois Ans de service militaire, défendue ardemment par le député Émile Driant, et votée en 1913 : c'est le rassemblement du Pré-Saint-Gervais le 25 mai 1913, qui réunit 150 000 personnes.

1914 semble apporter de nouvelles raisons d'espérer : la guerre dans les Balkans est finie, les élections en France sont un succès pour les socialistes. Mais les événements se précipitent. L'assassinat de l'archiduc François Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914 n'est ressenti comme un événement dramatique qu'avec l'ultimatum autrichien à la Serbie du 23 juillet 1914. Jaurès tente d'infléchir dans un sens favorable à la paix, la politique gouvernementale.

Pacifiste mais pas antimilitariste, Jean Jaurès appelle à une grève générale, peu avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, qui, si elle n'est pas suivie, devra laisser la place à la défense nationale.

Ses prises de position en faveur du pacifisme le rendent très impopulaire parmi les nationalistes et il est assassiné au *café du Croissant*, 146 rue Montmartre à Paris (2e), le 31 juillet 1914, trois jours avant le déclenchement des hostilités, par Raoul Villain. Cet assassinat atteint d'ailleurs son but, car il facilite le ralliement de la gauche, y compris beaucoup de socialistes qui hésitaient, à l'*« Union sacrée »*.

À l'issue de la « Grande Guerre » et en réaction au massacre qu'elle occasionna, un grand nombre de communes françaises nomment des rues et des places en son honneur, en rappelant qu'il fut le plus fervent opposant à un tel conflit. Une station du métro parisien porte aussi son nom.

Après 56 mois de détention préventive, son meurtrier Raoul Villain, un catholique, est acquitté le 29 mars 1919.

Sa veuve Mme Jaurès est condamnée aux dépens du procès, comme partie civile.